

RAPPORT

**sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection
des données pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003**

BERICHT

**über die Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz
vom 1. Januar bis 31. Dezember 2003**

AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément à l'art. 30 al. 3 de la loi cantonale sur la protection des données (LPrD), nous avons l'honneur de vous adresser notre huitième rapport sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données pour l'année 2003.

Après un bref rappel de quelques généralités concernant les bases de fonctionnement de notre Autorité (I.), il convient de distinguer les activités de la Commission proprement dite (II.) et celles de la Préposée (III.), les tâches étant quelque peu différentes (art. 30 et 31 LPrD). Nous concluons avec quelques remarques finales (IV.). Cette année, l'Autorité introduit une petite nouveauté avec la présentation un peu plus explicite de quelques situations traitées.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 17 mars 2004

La Présidente de la Commission

A. Epiney

La Préposée

D. Nouveau Stoffel

**AN DEN GROSSEN RAT
DES KANTONS FREIBURG**

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir unterbreiten Ihnen hiermit gemäss Artikel 30 Abs. 3 des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz (DSchG) den achten Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde für Datenschutz für das Jahr 2003.

Nach einem kurzen Überblick über die allgemeinen Grundlagen für die Arbeit unserer Behörde (I.) gehen wir im Besonderen auf die Tätigkeiten der Datenschutzkommission (II.) und diejenigen der Datenschutzbeauftragten (III.) ein, die für unterschiedliche Aufgaben zuständig sind (Art. 30 und 31 DSchG), und kommen dann noch zu einigen Schlussbemerkungen (IV.). In diesem Jahr kommt neu eine kurze Präsentation einiger besonderer von uns bearbeiteter Fälle dazu.

Mit vorzüglicher Hochachtung.

Freiburg, den 17. März 2004

Die Präsidentin der Kommission

A. Epiney

Die Datenschutzbeauftragte

D. Nouveau Stoffel

TABLE DES MATIERES

I.	BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE	7
1.	En général	7
2.	Relations avec le public	7
3.	Organisation	8
3.1.	Commission cantonale de surveillance	8
3.2.	Préposée	8
3.3.	Communes	9
3.4.	Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération	9
II.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION	10
1.	Prises de position, en particulier sur des projets législatifs	10
1.1.	En général	10
1.2.	Quelques exemples de prises de position particulières	11
1.2.1.	<i>Avant-projet de Constitution</i>	11
1.2.2.	<i>Réforme des structures sanitaires fribourgeoises</i>	12
1.2.3.	<i>Mises sur pied de registres de données sensibles</i>	12
1.2.4.	<i>Publication de l'annuaire de l'Etat sur internet</i>	12
1.2.5.	<i>Dépistage du cancer du sein par mammographies</i>	12
1.2.6.	<i>« Journal de police »</i>	13
2.	Protection des données et tâches étatiques de contrôle	13
3.	Sécurité et contrôle	13
4.	Autres activités	13
III.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE	14
1.	Statistiques et appréciation générale	14
2.	Conseils et avis fournis aux autorités	14
2.1.	Généralités	14
2.2.	Avis et renseignements	15
3.	Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée	15
3.1.	Communication du rapport d'expertise à l'AI	15
3.2.	Transmission par fax de données médicales aux assureurs	16
3.3.	Obligation de fournir une pièce à un juge d'instruction	16
3.4.	Communication de photocopies de pièces d'identité à une banque	16
4.	Travaux pour la Commission	16
5.	Registre des fichiers	17
IV.	REMARQUES FINALES	17
	ANNEXE : statistiques 2003	19

INHALT

I.	GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE	21
1.	Allgemeines	21
2.	Öffentlichkeitsarbeit	22
3.	Organisation	22
3.1.	Kantonale Aufsichtskommission	22
3.2.	Datenschutzbeauftragte	22
3.3.	Gemeinden	23
3.4.	Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund	23
II.	HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION	24
1.	Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen	24
1.1.	Im Allgemeinen	24
1.2.	Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen	26
1.2.1.	<i>Verfassungsentwurf</i>	26
1.2.2.	<i>Reform der Freiburger Gesundheitsstrukturen</i>	26
1.2.3.	<i>Anlegen von Registern besonders schützenswerter Personendaten</i>	26
1.2.4.	<i>Veröffentlichung des Staatskalenders auf dem Internet</i>	26
1.2.5.	<i>Früherkennung von Brustkrebs durch Mammographie</i>	27
1.2.6.	<i>« Polizeijournal »</i>	27
2.	Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben	27
3.	Sicherheit und Kontrolle	27
4.	Weitere Tätigkeiten	28
III.	HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN	28
1.	Statistiken und Gesamtbeurteilung	28
2.	Beratung der Behörden und Stellungnahmen	29
2.1.	Allgemeines	29
2.2.	Stellungnahmen und Auskünfte	29
3.	Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten	30
3.1.	Bekanntgabe eines Gutachtens an die IV	30
3.2.	Übermittlung medizinischer Daten per Fax an Versicherungsgesellschaften	30
3.3.	Pflicht, einem Untersuchungsrichter ein Aktenstück vorzulegen	30
3.4.	Übermittlung von Ausweiskopien an eine Bank	31
4.	Arbeiten für die Kommission	31
5.	Register der Datensammlungen	31
IV.	SCHLUSSBEMERKUNGEN	31
	ANHANG : Statistiken 2003	33

I. BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE

1. En général

La loi fribourgeoise sur la protection des données (LPrD) vise à protéger les **droits fondamentaux** des administrés lorsque des organes publics du canton traitent des données à leur sujet. La loi fédérale sur la protection des données (LPD) quant à elle s'applique au traitement des données par des organes publics fédéraux ou des personnes privées.

La surveillance de la protection des données dans le canton est assurée par une **Autorité** cantonale, formée d'une Commission et d'un(e) Préposé(e).

En vertu de l'art. 30 LPrD, la **Commission** a notamment les tâches suivantes :

- diriger l'activité de la Préposée;
- donner son avis sur les projets d'actes législatifs touchant à la protection des données ainsi que dans les cas prévus par la loi;
- inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires, en cas de violation ou de risque de violation de prescriptions légales;
- exercer la haute surveillance sur les autorités communales de surveillance, dont elle reçoit le rapport d'activité.

Conformément à l'art. 31 LPrD, la **Préposée** a pour l'essentiel les tâches suivantes :

- conseiller les organes concernés, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant systématiquement à des vérifications auprès des organes concernés;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- participer à la tenue du registre des fichiers.

La loi ne répartit pas de manière stricte les tâches de surveillance entre la Commission et la Préposée. Comme jusqu'ici (cf. les rapports annuels précédents), la Commission s'est réservé les tâches liées à des affaires de caractère **législatif** et les dossiers dans lesquels il importe de définir une **politique générale** de protection des données; la Commission considère que cette pratique a globalement fait ses preuves, moyennant les aménagements nécessaires dans l'un ou l'autre cas concret.

Finalement, il importe de rappeler que le législateur n'a accordé aucun pouvoir de **décision** à l'Autorité de surveillance; ce pouvoir appartient aux autorités administratives; le citoyen qui entend s'en plaindre peut recourir devant les juridictions administratives ordinaires.

2. Relations avec le public

L'art. 30 al. 3 LPrD statue que la Commission peut, dans la mesure où l'intérêt général le justifie, **informer** le public de ses constatations. La Commission a toujours utilisé cette

compétence avec circonspection de façon à ne pas dévaloriser l'impact de cette mesure. En l'an 2003, la Commission n'a jugé utile de se prononcer en public que lors de la traditionnelle conférence de presse qui accompagne chaque année la publication du présent rapport. Lors de cette réunion, la Préposée présente un certain nombre de ses avis.

Un **site** propre à l'Autorité de surveillance en matière de protection des données du canton www.fr.ch/sprd a connu un intérêt qui a doublé depuis l'année 2002. La fréquentation moyenne était de 3364 sessions par mois jusqu'à la fin juillet 2003, puis une moyenne de 6076 sessions par mois pour les cinq derniers mois (6481 sessions pour le mois d'août et 6673 pour septembre). La durée moyenne de la session était d'environ 2:30 minutes pour une consultation moyenne de 2 pages par session. L'absence de personnel qualifié en 2003 n'a pas permis de faire un suivi satisfaisant des mises à jour du site. La situation devrait cependant s'améliorer en 2004, après que la secrétaire aura suivi un cours frontpage.

3. Organisation

3.1. Commission cantonale de surveillance

Durant l'année 2003, la Commission a été présidée par Mme *Astrid Epiney*, professeure de droit européen, de droit international public et de droit public et directrice administrative de l'Institut de droit européen à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. Les autres membres de la Commission ont été les personnes suivantes : Me *Patrik Gruber*, avocat, à Guin (désigné par la Commission comme suppléant de la Présidente); M. *Jean-René Haag*, médecin/informaticien et chef d'entreprise, à Avry-sur-Matran; M. *François-Dominique Meyer*, médecin, à Villars-sur-Glâne et Mme *Catherine Yesil-Huguenot*, juriste, à Estavayer-le-Gibloux.

La Commission a tenu 7 séances pendant l'année 2003. Un procès-verbal détaillé fait état des délibérations et des décisions prises par la Commission; Mme *Florence Rivière*, juriste, l'a régulièrement tenu tout au long de l'année.

Hors séances, la Présidente a assuré le suivi des dossiers, la correspondance, les discussions avec la Préposée et les rencontres avec les tiers pour un total d'une septantaine d'heures sur l'ensemble de l'année.

3.2. Préposée

La Préposée travaille à mi-temps; il en va de même de sa secrétaire.

Une juriste, engagée sur le crédit prévu pour la Commission, a effectué des travaux pour la Commission à raison de quelque six heures hebdomadaires. Ce n'était là qu'une solution d'appoint et l'Autorité aurait besoin d'un demi poste de juriste pour seconder la Préposée et effectuer les recherches juridiques de moyenne et longue haleine (instruction des dossiers, préparation d'avis).

3.3. Communes

En vertu de l'art. 29 al. 2 LPrD, les communes peuvent instituer leur propre autorité de surveillance. La Commission cantonale n'exerce alors plus qu'une haute surveillance sur ces autorités communales; elle reçoit leur rapport d'activité.

Les communes de *Bulle, Fribourg, Marly* et *Villars-sur-Glâne* ont institué leur propre autorité de surveillance sur la base d'un règlement à l'élaboration duquel l'Autorité cantonale a participé activement. Ce règlement garantit à chaque fois l'**indépendance** de l'Autorité communale par rapport à l'administration communale et à l'exécutif communal.

Au moment de rédiger le présent rapport annuel, la Commission cantonale a reçu pour l'année 2003 les rapports des quatre communes précitées. Ils satisfont aux exigences de la LPrD et l'Autorité cantonale remercie toutes les personnes qui ont accepté de s'engager dans les divers organes communaux mis en place.

3.4. Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération

Dans un souci de coordination et d'efficacité, la Préposée s'attache à collaborer avec le **Préposé fédéral** à la protection des données et avec les autorités en la matière dans les autres cantons, en particulier l'Association des commissaires suisses à la protection des données **DSB+CPD.CH**.

- Sur des questions générales d'importance nationale ou intercantonale, la Préposée a apporté sa collaboration et pu profiter des travaux effectués dans le cadre du DSB+CPD.CH. Le président est actuellement le Préposé à la protection des données du canton de Bâle-Ville. La masse de travail est considérable. Dans le cadre du Bureau (7 séances durant l'année), dont fait partie la Préposée du canton de Fribourg, des travaux ont été approfondis sur les **procédures de consultation**, par ex. les mesures contre le racisme, la révision de la loi fédérale sur la protection des données, l'harmonisation des registres, les informations géographiques et sur les **sujets d'actualité** tels que l'authentification du firewall BV-KTV, les personnes dangereuses, le numéro d'identification personnelle NIP. Le plénum du printemps a eu lieu à Zürich et la 10^e Conférence des commissaires suisses à la protection des données s'est passée en automne à Genève sur le thème du « spamming ».
- La Préposée du canton de Fribourg est présidente du groupe de travail « **Santé** » dont fait également partie le Préposé fédéral. Le groupe, suite au 1^{er} rapport 2002 portant sur le système RAI/RUG, a sorti un rapport général sur les **systèmes informatiques utilisés dans les homes pour personnes âgées** avec une liste de recommandations. Ce rapport a été mis à la disposition des membres du DSB+CPD.CH leur permettant ainsi de pouvoir mieux évaluer les systèmes actuels ou à introduire dans leurs cantons respectifs. Face aux pressions budgétaires, aux nécessités d'économie et de rationalisation, les responsables doivent s'interroger sur leur mission, récolter ce qui est nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches et ne pas se faire les complices de violations de la vie privée en diffusant des données collectées pour une finalité particulière; en outre, ils doivent évaluer le volume des informations collectées de façon systématique nécessaires dans tous les cas. Les effets de ces recommandations se sont fait sentir puisque certains produits ont été ou sont en cours d'être améliorés sous l'angle du respect des principes de la protection des données.

Le groupe a également travaillé sur la « Notice pour les **rapports opératoires et les lettres de sortie des hôpitaux et des homes** ». Les assureurs accident prétendent qu'ils ont des besoins particuliers en données personnelles. Il leur a été demandé de clairement définir ces besoins, ce qui est à l'examen.

En 2004, le groupe se consacrera principalement au dossier électronique du patient.

La collaboration est très fructueuse, tant sur le plan de la protection des données du canton de Fribourg, que sur le plan national, permettant ainsi de coordonner les efforts, d'être informé et formé en temps voulu, ainsi que de travailler de façon plus efficace. Le DSB+CPD.CH a en outre publié un dépliant « **Sécurité et outils modernes de communication** », auquel la Préposée a contribué; ce dépliant a été largement distribué aux utilisateurs et utilisatrices de l'informatique du canton.

II. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION

1. Prises de position, en particulier sur des projets législatifs

1.1. En général

La Commission s'est prononcée sur les différents projets législatifs de la Confédération et du canton.

- La Commission a donné son avis sur des projets transmis par la **Confédération** :
 - révision de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI);
 - projet de loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes;
 - projet de loi fédérale instituant des mesures contre le racisme, le hooliganisme et la propagande incitant à la violence.
- La Commission s'est encore prononcée sur divers autres projets **cantonaux** :
 - avant-projet d'ordonnance concernant le registre d'adresses servant au programme cantonal de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographies;
 - avant-projet de loi sur la mensuration officielle;
 - avant-projet de loi modifiant la loi sur le registre foncier;
 - avant-projet de Constitution;
 - projet d'ordonnance concernant l'annuaire téléphonique des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat de Fribourg;
 - avant-projet de règlement concernant l'exercice des droits politiques ecclésiastiques
 - rapport « Schulleitung »;
 - projet d'ordonnance sur la couverture de perte de gain en cas de maladie et d'accident du personnel de l'Etat;
 - projet d'ordonnance modifiant le règlement du personnel de l'Etat (RPers);

- projet d'ordonnance relative à l'application de la solution de branche « Santé et sécurité au travail dans les administrations cantonales et fédérales »;
- projet d'ordonnance visant à prévenir et réprimer le harcèlement dans le cadre du travail;
- projet de loi modifiant la loi du 20 mai 1986 d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées;
- réforme des structures sanitaires fribourgeoises;
- avant-projet de loi instituant un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille;
- avant-projet de loi d'application de la législation fédérale sur la protection civile et plan directeur;
- application de l'art. 5 RPers;
- avant-projet d'arrêté concernant les critères de la publication sur internet de l'annuaire téléphonique des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat de Fribourg;
- projet d'ordonnance sur la médiation dans la juridiction pénale des mineurs (OMJPM);
- avant-projet de loi sur l'état civil (LEC).

De manière générale, l'Autorité de surveillance peut affirmer que la protection des données est **prise en compte** par le législateur cantonal et les projets importants lui sont normalement communiqués. La Commission reçoit également d'autres projets relativement éloignés de la protection des données; elle se limite alors à une prise de position très ponctuelle. Elle estime cependant très important qu'elle soit informée et consultée largement car les projets de loi dans les domaines les plus divers ont souvent une influence sur les solutions que la Commission ou la Préposée préconise dans d'autres dossiers; en outre, il est nécessaire que l'Autorité de surveillance soit au courant de l'évolution législative générale dans le canton. De surcroît la Commission a donné son avis sur différents sujets en dehors de la procédure législative « ordinaire ». La Commission se prononce le plus souvent suite à des interpellations concrètes de la part des personnes et/ou autorités intéressées; il lui arrive toutefois aussi de se saisir elle-même, suite par exemple à des informations devenues publiques.

1.2. Quelques exemples de prises de position particulières

1.2.1. Avant-projet de Constitution

Concernant le projet d'une disposition sur la **vie privée**, la Commission avait eu l'occasion de donner son avis dans le cadre des premiers travaux en donnant la préférence à une disposition courte inspirée de la Constitution fédérale. Lorsque l'existence même de la disposition dans la Constitution cantonale a été remise en cause, la Commission a exprimé que cet article a une importance propre pour le canton et que, même s'il reprend le contenu de la disposition équivalente de la Constitution fédérale, il devrait être **maintenu** dans le texte. En effet, la Constitution cantonale doit par principe rappeler quelques droits fondamentaux, parmi lesquels le droit à la vie privée. Cet article permet l'ancrage de l'Autorité cantonale de la protection des données dans la Constitution (lien évident), alors que l'art. 37 al. 2 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD) exige la mise sur pied d'une autorité de surveillance et en raison des engagements européens.

1.2.2. Réforme des structures sanitaires fribourgeoises

La Commission a eu l'occasion de dire que le projet mérite une réflexion approfondie sur les questions de protection des données. En effet, la mise en **réseau** envisagée impliquera des communications et des mises à disposition délicates de données sensibles (médicales). Cette problématique, largement discutée dans les autres cantons et au niveau fédéral, n'est pas encore résolue. En tout état de cause, il serait judicieux 1) d'attribuer la tâche de faire respecter les dispositions de la protection des données à un **organe interne**, par ex. le Conseil d'administration, et 2) de bien **réglementer** la manière dont le réseau sera mis en place en définissant notamment la distinction entre les patients actuels et les patients passés, ainsi qu'en assurant la protection des données pour éviter entre autres que toutes les données relatives à une personne soient réunies au sein d'un seul dossier et accessibles en tout temps à un vaste cercle de personnes indéfinies.

1.2.3. Mises sur pied de registres de données sensibles

A plusieurs reprises, la Commission a rappelé qu'une **base légale** générale prévoyant la constitution d'un registre de données sensibles, dites nécessaires, n'est pas **admissible** du point de vue de la protection des données. Un certain nombre de mentions **obligatoires** doit figurer dans la disposition, notamment le but et le contenu du registre, les catégories de personnes visées, les catégories spécifiques d'informations nécessaires pour chaque tâche et pour quels destinataires, ainsi que les délais de conservation.

1.2.4. Publication de l'annuaire de l'Etat sur internet

La Commission s'est exprimée sur la publication sur internet des données professionnelles des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat. Du fait que la publication des informations permet un accès partout dans le monde, y compris dans des Etats qui ne connaissent pas de protection des données avec possibilité pour tous de faire des traitements qui échappent au contrôle des propriétaires des données (par ex. commercial), il faut limiter la publication à ce qui est **nécessaire** à l'accomplissement des tâches légales. Dans cette optique, la publication de la situation des bureaux de ces personnes et de leurs photos n'apparaît pas comme nécessaire et même présente des risques quant à leur sécurité.

1.2.5. Dépistage du cancer du sein par mammographies

La mise sur pied du programme de dépistage du cancer du sein par mammographies auprès des femmes de 50 à 70 ans a soulevé des questions de protection des données qui ont fait l'objet à plusieurs reprises de discussions au sein de la Commission. En premier lieu, il s'agissait de l'élaboration de **bases légales** suffisantes pour permettre aux préposés aux **contrôles des habitants** de communiquer les informations nécessaires. D'autres questions devaient en outre être résolues, notamment les dispositions à mettre en place sur le contenu, l'utilisation et le suivi du fichier (liste des données personnelles, entités et personnes autorisées, communications par ex. aux et des médecins traitants, anonymisation en relation avec les statistiques et les recherches scientifiques, secrets médicaux et de fonctions, interdiction de l'utilisation à d'autres buts, sécurité, destruction, archivage, ainsi que procédures d'appel entre hôpitaux et La Ligue fribourgeoise contre le cancer, respectivement le Médecin cantonal).

1.2.6. « Journal de police »

La Commission a eu l'occasion de faire des **recommandations** concernant la communication et les mesures de sécurité qui doivent être mises en place pour éviter des utilisations abusives du « Journal de police ». Des solutions sont en cours d'élaboration.

2. Protection des données et tâches étatiques de contrôle

Depuis 2002, la **procédure** que la Préposée doit respecter lorsqu'elle est interpellée et qu'on lui demande son avis (art. 31 a. 2 lit. b et c LPrD) a été mise en place en matière d'interventions. Le fonctionnement reste cependant **informel** puisqu'il n'existe pas de règles édictées à cet effet. Il suit le schéma suivant. La Préposée sollicite dans la mesure du possible des renseignements à l'organe public cantonal ou communal. Elle recourt si possible systématiquement aux personnes de contact en matière de protection des données, même si parfois ces personnes sont impliquées dans certains dossiers ou projets, voire sont chargées par la hiérarchie administrative d'en assurer le succès. Ce procédé permet une meilleure intégration des différents avis en présence, une rationalisation du travail et paraît fonctionner à satisfaction.

3. Sécurité et contrôle

En 2002, un contrôle avait été effectué en collaboration avec le SITel sur la bonne tenue des **mots de passe** dans l'administration cantonale. Suite aux résultats (plus de 60% de mots de passe « crackés »), des directives ont été introduites par la DFIN et il a été procédé en 2003 à un 2^e contrôle sur les mots de passe. Ce dernier a montré une amélioration par rapport au précédent (quelque 30% de mots de passe « crackés »). La DFIN a décidé de prendre une nouvelle mesure en introduisant une fonction refusant le mot de passe inadéquat.

En 2003, un autre contrôle a été effectué, sous la forme d'un test pilote, sur le **fonctionnement concret** d'un service choisi. Ce contrôle a porté sur l'ensemble du fonctionnement d'un service au moyen d'un questionnaire auquel le chef de service a répondu au cours d'un entretien avec la responsable de l'entreprise mandatée, accompagnée d'une collaboratrice chargée du procès-verbal, et en présence de la Préposée. Ceci a abouti à un rapport contenant des préconisations d'améliorations à l'attention de la direction concernée, respectivement du service contrôlé. Ce test a permis de sensibiliser les intéressés à certains aspects parfois méconnus ou sous-estimés et à inciter à la réflexion sur des questions jusqu'alors pas ou peu remises en cause.

4. Autres activités

La Commission – ou sa Présidente – a eu en outre de nombreuses autres activités ponctuelles. Les exemples suivants peuvent être cités :

- La question de la **communication** de données personnelles sensibles par les **services de l'Etat** – qui a déjà retenu l'attention de la Commission en fin 2002 – est toujours à l'ordre du jour des travaux de la Commission (et de la Préposée). Des réflexions approfondies devront

être menées dans le cadre d'un groupe de travail à ce sujet et de travaux législatifs en matière d'information du public.

- La Commission a continué ses réflexions en matière de **sécurité informatique**, notamment en ce qui concerne l'envoi de données personnelles sensibles par courrier électronique. Des contacts avec le SITel devront permettre de réaliser des solutions satisfaisantes dans ce domaine.
- De manière régulière, la Commission et/ou la Présidente discute et prend position par rapport à certains dossiers gérés par la Préposée qui soulèvent **des questions de principe** (par ex. la possibilité pour les communes de confier à des organes de révision la surveillance en matière de protection des données, les aumôneries des hôpitaux, les exigences d'extraits de casier judiciaire, la communication des certificats de salaire entre le service du personnel et le service des contributions, la communication aux services des évaluations GMP, internet dans les hôpitaux).

III. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE

1. Statistiques et appréciation générale

Durant la période considérée, **159 dossiers** ont été introduits, dont 39 sont pendants. 21 dossiers de longue durée des années précédentes sont encore ouverts. Ce sont par ex. la vidéosurveillance, l'information du public et la transparence, la sécurité informatique, l'introduction d'un NIP, le comportement des élèves et la violence, le registre des tumeurs. 117 conseils et renseignements, 28 examens de dispositions législatives (dont 24 à l'attention de la Commission), 2 contrôles, 6 présentations et rapports. 79 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 32 des communes, 21 d'autres organismes publics (cantons, autorités de protection des données) et 27 des particuliers ou institutions privées (cf. statistiques annexées).

2. Conseils et avis fournis aux autorités

2.1. Généralités

Le guide à l'attention des communes, paru en 1999 (une mise à jour est en cours d'élaboration), avait réduit le volume des questions de façon importante. Néanmoins, on constate que si les communes ont intégré pour une bonne part la protection des données dans leur travail quotidien, le personnel change, les dispositions légales sont révisées, de nouvelles questions se présentent et les communes ont fréquemment besoin d'un **contact** oral ou écrit avec la Préposée.

Le réseau d'une vingtaine de personnes dites « **personnes de contact** en matière de protection des données » des directions, services et établissements principaux est régulièrement réuni par la Préposée pour des échanges d'informations, des discussions, de la formation personnelle dans divers domaines. En 2003, cela a été plus particulièrement le cas sur la sécurité informatique et la communication de données personnelles par courrier électronique.

La Préposée fait son possible pour intégrer les **autorités communales** dans son travail d'information (réunions régulières); l'expérience montre en effet qu'une protection des données ne peut être efficace que si les autorités qui en ont la charge assument leur tâche de manière active et échangent leurs réflexions et procédés respectifs. C'est ainsi que ces autorités se sont plus particulièrement occupées de la messagerie électronique, du droit de blocage auprès des Contrôles des habitants, de la vidéosurveillance.

Des discussions ont lieu régulièrement entre la Préposée et le collaborateur chargé de la **sécurité** informatique auprès du SITel.

La Préposée est membre de la Commission des Archives.

2.2. Avis et renseignements

Une grande partie des questions touchait des services de l'administration publique. Les demandes portaient sur des **questions générales**, par ex. les critères pour établir des listes de personnes potentiellement dangereuses, la communication de certificats de salaire, la communication du Journal de police, internet dans les hôpitaux et sur des **points précis**, par ex. le droit d'accès de l'ex-tuteur et des parents au dossier judiciaire clos, le contenu du questionnaire AVS pour un indépendant, l'obligation de fournir une pièce à un juge d'instruction, la communication d'un rapport d'expertise à l'Office AI.

La Préposée doit sans cesse rappeler que la protection des données ne doit pas être comprise comme un frein à l'accomplissement des tâches, ni au développement, mais comme une nécessité pour pondérer les différents intérêts en présence et permettre un accès légitime à l'information tout en préservant les droits des individus. Le cadre légal doit être suffisant pour assurer l'équilibre entre les besoins des utilisateurs, respectivement les intérêts publics, et le respect de la vie privée des individus.

Les autres avis portaient sur des questions posées par des personnes et des organismes privés qui voulaient être renseignés sur leurs droits et leurs obligations face à l'administration cantonale et communale.

3. Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée

3.1. Communication du rapport d'expertise à l'AI

La Préposée a répondu que les dispositions légales actuelles n'autorisent pas une communication systématique des rapports médicaux à l'office AI. La communication d'un tel rapport ne peut avoir lieu que dans des cas particuliers et pour autant que le rapport soit nécessaire pour établir le droit aux prestations. C'est à l'office AI de **motiver le besoin** du rapport médical en tout ou en partie auprès du requérant pour qu'il puisse donner son accord en connaissance de cause. Si l'office AI a besoin du rapport, le requérant doit alors autoriser le médecin et la justice de paix à fournir des renseignements, sous peine de voir sa demande AI refusée. Avec le consentement du requérant, les personnes et institutions sont alors tenues de donner les renseignements requis.

3.2. Transmission par fax de données médicales aux assureurs

La transmission par fax aux assureurs est un moyen **risqué** (même avec la mention « à l'attention du médecin conseil ») parce qu'il est difficile de s'assurer que le destinataire est présent à l'autre bout de la ligne pour réceptionner le document. La solution actuellement pratiquée par de nombreux hôpitaux qui consiste à ne transmettre que par courrier avec la mention « **à l'attention du médecin conseil** » est la solution actuellement la plus acceptable.

3.3. Obligation de fournir une pièce à un juge d'instruction

A la question de savoir si le juge d'instruction peut obtenir la communication d'une pièce figurant dans le dossier d'une personne hospitalisée en milieu psychiatrique, la Préposée a répondu que le médecin peut **refuser** de témoigner si sa déposition constitue une violation d'une disposition pénale fédérale ou cantonale. Sous l'angle du **secret de fonction**, pour pouvoir témoigner, le médecin doit être délié du secret par l'autorité supérieure. Sous l'angle du **secret professionnel**, pour pouvoir témoigner, le médecin doit être délié du secret par la personne concernée, voire par l'autorité supérieure ou l'autorité de surveillance.

Pour rappel, le secret de fonction a pour but d'empêcher la divulgation de faits dont un agent d'une collectivité publique (Etat, Commune) a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales. Le secret professionnel quant à lui interdit à la personne qui y est astreinte (médecins, ecclésiastiques, avocats, etc.) de révéler un secret à elle confié en vertu de sa profession ou dont elle a eu connaissance dans l'exercice de celle-ci.

3.4 Communication de photocopies de pièces d'identité à une banque

A la question de savoir si une commune peut fournir à une banque des copies de documents **en sa possession** ayant servi à l'établissement des pièces d'identité, la Préposée a constaté notamment que :

- la législation fédérale prévoit que les documents doivent être détruits après deux mois;
- la tenue de fichiers parallèles est interdite;
- la législation prévoit de façon exhaustive les autorités et les organes habilités à consulter en ligne les données du système d'information et les banques n'y figurent pas;
- il n'existe pas dans la législation de disposition autorisant la commune à communiquer des informations à des tiers (banques) pendant la période où les documents ne sont pas encore détruits; il n'existe pas de bases légales sur le blanchiment d'argent autorisant l'organe public à communiquer des données personnelles, par ex. à une banque qui lui demande des renseignements. L'intermédiaire financier, s'il a des doutes au sujet du cocontractant, doit vérifier l'identité de l'ayant droit économique, ce qui se fait auprès du cocontractant.

4. Travaux pour la Commission

La Préposée a assuré la préparation des séances et des dossiers y relatifs (notamment 24 procédures de consultation et examens de dispositions législatives) et la diffusion aux membres de documents, informations et études sur des questions générales ou particulières.

5. Registre des fichiers

Le registre contient 1486 fichiers, dont 739 pour les communes. Les institutions chargées de tâches publiques et les associations de communes devraient encore être abordées. Ceci a été renvoyé parce qu'une étude porte actuellement sur les possibilités de publier le registre sur **internet** de façon à ce que les personnes qui souhaitent le consulter puissent le faire depuis leur PC, comme c'est déjà le cas dans les cantons des Grisons, Schwyz, Zoug et Zurich.

IV. REMARQUES FINALES

En l'an 2004, l'Autorité de surveillance prévoit de mettre l'accent sur les tâches suivantes :

- effectuer des contrôles, dans les limites du budget à disposition;
- publier la mise à jour de la brochure à l'attention des communes;
- élaborer un aide-mémoire à l'attention des organes publics qui font traiter des données personnelles par un mandataire (outsourcing);
- participer à la réflexion sur l'information du public, notamment la communication de données sensibles de l'administration aux médias et continuer à travailler à la sensibilisation en matière de sécurité, surtout des données sensibles;
- étudier la mise sur internet du registre des fichiers;
- susciter de la part des Eglises reconnues la mise en place des mesures nécessaires pour respecter les dispositions de la protection des données.

L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données souhaite **remercier** tous les organes publics pour l'excellente collaboration développée jusqu'ici et l'attitude positive qu'ils ont manifestée envers leur obligation de protéger les données personnelles et par là les personnes; ces remerciements s'adressent en particulier aux personnes de contact au sein de l'administration ou des établissements cantonaux qui aident efficacement la Préposée dans l'accomplissement de ses tâches ainsi qu'aux communes qui ont décidé de s'auto-surveiller.

Annexe : Statistiques

Statistiques 2003

Demandes / interventions	
Avis	117
Dossiers longue durée	6
Contrôles	2
Législations	28
Présentations	6
Total	159 (138)*

- Les avis sont rendus par la Préposée; ils comprennent les conseils aux organes publics, les renseignements aux particuliers. Les avis touchent notamment la collecte et la communication, le droit d'accès, la conservation, destruction et archivage, la sécurité.
- Le terme « législations » comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
- La notion de « présentations » recouvre les exposés, rapports, études, participations à des colloques de la Préposée.
- Les dossiers de longue durée sont par ex. la loi sur l'information du public, le règlement sur les archives, la vidéosurveillance, le comportement des élèves et la violence, le registre des tumeurs.

Provenance des demandes / destinataires des interventions			
Offices cantonaux	Communes	Particuliers et institutions privées	Autres organismes de droit public
79 (64)*	32 (30)*	27 (24)*	21 (20)*

- Les particuliers comprennent aussi les collaborateurs/trices de l'Etat.
- Les autres organismes de droit public englobent les autorités communales, cantonales, fédérale de protection des données, ainsi que les institutions chargées de tâches publiques.

*Les chiffres entre parenthèses représentent les dossiers traités en 2002

I. GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE

1. Allgemeines

Das freiburgische Gesetz über den Datenschutz (DSchG) bezweckt den Schutz der **Grundrechte** von Personen, wenn öffentliche Organe des Kantons Daten über sie bearbeiten. Das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) gilt hingegen für das Bearbeiten von Daten durch Bundesorgane und Privatpersonen.

Die Aufsicht über den Datenschutz wird im Kanton Freiburg von einer kantonalen **Behörde** ausgeübt, die sich aus einer Kommission und einem(r) Beauftragten zusammensetzt.

Die **Kommission** hat gemäss Artikel 30 DSchG insbesondere folgende Aufgaben :

- sie leitet die Tätigkeit der Datenschutzbeauftragten;
- sie nimmt Stellung zu Entwürfen von Erlassen, die den Datenschutz betreffen, sowie in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen;
- sie fordert die zuständige Behörde auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, wenn gesetzliche Vorschriften verletzt werden oder verletzt werden könnten;
- sie übt die Oberaufsicht über die kommunalen Aufsichtsbehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht zustellen.

Die **Datenschutzbeauftragte** hat gemäss Artikel 31 DSchG hauptsächlich folgende Aufgaben :

- sie berät die betreffenden Organe, namentlich bei der Planung von Datenbearbeitungsvorhaben;
- sie informiert die betroffenen Personen über ihre Rechte;
- sie überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen;
- sie führt die ihr von der Kommission übertragenen Aufgaben aus;
- sie wirkt bei der Führung des Registers der Datensammlungen mit.

Das Gesetz sieht keine strenge Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen der Kommission und der Datenschutzbeauftragten vor. Die Kommission hat sich wie bisher (vgl. Tätigkeitsberichte der Vorjahre) die Aufgaben **gesetzgeberischer** Natur und die Dossiers vorbehalten, bei denen eine **allgemeine Datenschutzpolitik** festgelegt werden muss. Die Kommission ist der Ansicht, dass sich diese Praxis mit den erforderlichen Umgestaltungen im einen oder anderen konkreten Fall insgesamt bewährt hat.

Schliesslich ist auch darauf hinzuweisen, dass der Gesetzgeber der Aufsichtsbehörde keine **Entscheidungsbefugnisse** eingeräumt hat; dies ist Sache der Verwaltungsbehörden, und die Bürgerinnen und Bürger, die sich beschweren wollen, können an die ordentliche Verwaltungsgerichtsbarkeit gelangen.

2. Öffentlichkeitsarbeit

Nach Artikel 30 Abs. 3 DSchG kann die Kommission, soweit das allgemeine Interesse es rechtfertigt, die Öffentlichkeit über ihre Feststellungen **informieren**. Bisher hat die Kommission hier Zurückhaltung geübt, um die Wirkung dieser Möglichkeit nicht zu schmälern. Im Jahr 2003 hielt es die Kommission nicht für sinnvoll, sich in der Öffentlichkeit zu anderen Gelegenheiten als an der traditionellen Pressekonferenz zu äussern, die alljährlich anlässlich der Veröffentlichung des Tätigkeitsberichts stattfindet. Dabei äussert sich die Datenschutzbeauftragte jeweils auch zu einigen ihrer Stellungnahmen.

Die Zahl der Besucher der **Website** der Aufsichtsbehörde für Datenschutz des Kantons Freiburg www.fr.ch/sprd hat sich seit dem Jahr 2002 verdoppelt. Die Website wurde bis Ende Juli 2003 durchschnittlich 3 364-mal pro Monat besucht, in den letzten fünf Monaten durchschnittlich 6 076-mal monatlich (6 481-mal im August und 6 673-mal im September). Die durchschnittliche Zugriffsdauer betrug rund 2:30 Minuten für die Konsultation von durchschnittlich 2 Seiten. Mangels qualifiziertem Personal konnte die Website im Berichtsjahr nicht richtig aktualisiert werden. Dies sollte sich jedoch im Jahr 2004 bessern, nachdem die Sekretärin einen Frontpage-Kurs besucht hat.

3. Organisation

3.1. Kantonale Aufsichtskommission

Die Kommission wurde im Jahr 2003 von *Astrid Epiney*, Professorin für Völkerrecht, Europarecht und schweizerisches öffentliches Recht, geschäftsführende Direktorin des Instituts für Europarecht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, präsiert. Die übrigen Mitglieder der Kommission waren: *Patrik Gruber*, Rechtsanwalt, Düringen (von der Kommission zum Stellvertreter der Präsidentin ernannt), *Jean-René Haag*, Arzt/Informatiker und Firmenchef, Avry-sur-Matran, *François-Dominique Meyer*, Arzt, Villars-sur-Glâne, und *Catherine Yesil-Huguenot*, Juristin, Estavayer-le-Gibloux.

Die Kommission hielt im Jahr 2003 sieben Sitzungen ab. Ein ausführliches Protokoll hält die Beratungen und die Entscheide der Kommission fest; *Florence Rivière*, Juristin, war während des ganzen Jahres Protokollführerin.

Neben den Sitzungen betreute die Präsidentin die Dossiers, erledigte die Korrespondenz, besprach sich mit der Datenschutzbeauftragten und traf sich mit Dritten. Diese Arbeit machte über das ganze Jahr gesehen rund 70 Stunden aus.

3.2. Datenschutzbeauftragte

Die Datenschutzbeauftragte und ihre Sekretärin arbeiten zu je 50 %.

Eine Juristin, die mit dem für die Kommission vorgesehenen Kredit angestellt wurde, hat rund sechs Stunden in der Woche für die Kommission gearbeitet. Dies ist jedoch nur eine Notlösung. Die Datenschutzbeauftragte bräuchte zu ihrer Unterstützung und für mittel- und langfristige

juristische Recherchen (Instruktion der Dossiers, Vorbereitung von Stellungnahmen) eine halbe Juristenstelle.

3.3. Gemeinden

Die Gemeinden können laut Artikel 29 Abs. 2 DSchG eine eigene Aufsichtsbehörde bestellen. Die kantonale Kommission übt in diesem Fall nur noch die Oberaufsicht über diese Gemeindebehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht unterbreiten.

Die Gemeinden *Freiburg*, *Bulle*, *Villars-sur-Glâne* und *Marly* haben auf der Grundlage eines Reglements, bei dem die kantonale Behörde aktiv mitwirkte, eine eigene Aufsichtsbehörde eingesetzt. Diese Reglemente garantieren jeweils die **Unabhängigkeit** der Gemeindebehörde gegenüber der Gemeindeverwaltung und der Gemeindeexekutiven.

Bis zur Fertigstellung dieses Tätigkeitsberichts wurden der kantonalen Kommission die Berichte dieser vier Gemeindebehörden für das Jahr 2003 unterbreitet. Sie erfüllen die Anforderungen des DSchG vollumfänglich, und die kantonale Aufsichtsbehörde dankt allen, die sich in den verschiedenen Gemeindeorganen engagierten.

3.4. Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund

Im Bestreben um Koordination und Effektivität arbeitet die Datenschutzbeauftragte mit dem **Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten** und den mit dem Datenschutz befassten Behörden in den anderen Kantonen zusammen, insbesondere mit dem Verein der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten **DSB+CPD.CH**.

- Die Datenschutzbeauftragte leistete zu allgemeinen Fragen nationaler oder interkantonalen Bedeutung ihren Beitrag und konnte von den im Rahmen des Vereins der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten (DSB+CPD.CH) geleisteten Arbeiten profitieren. Präsident des Vereins ist gegenwärtig der Datenschutzbeauftragte des Kantons Basel-Stadt. Der Arbeitsaufwand ist beachtlich. Im Rahmen des Büros (sieben Sitzungen im Berichtsjahr), dem die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg angehört, wurde vertieft auf gewisse **Vernehmlassungsverfahren** (beispielsweise Antirassismussmassnahmen, Revision des Bundesgesetzes über den Datenschutz, Harmonisierung der Register, Geo-Informationen) und **aktuelle Themen** eingegangen (Authentifizierung des Firewalls BV-KTV, gemeingefährliche Personen, persönliche Identifikationsnummer PIN). Die Plenumsversammlung fand im Frühjahr in Zürich statt, und die 10. Schweizerische Konferenz der Datenschutzbeauftragten wurde im Herbst in Genf zum Thema « Spamming » organisiert.
- Die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg ist Präsidentin der Arbeitsgruppe « **Gesundheit** », der auch der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte angehört. Die Arbeitsgruppe hat im Anschluss an den ersten Bericht 2002 über das System RAI/RUG einen Gesamtbericht über die **in den Altersheimen verwendeten Informatiksysteme** mit einer Liste von Empfehlungen herausgegeben. Dieser Bericht wurde den Mitgliedern des DSB+CPD.CH zur Verfügung gestellt, damit diese die in ihrem Kanton verwendeten oder einzuführenden Systeme besser evaluieren können. In Anbetracht der knappen Budgets sowie der Spar- und Rationalisierungszwänge müssen sich die Verantwortlichen über ihren

Auftrag Gedanken machen, herausgreifen, was für die Erfüllung ihrer Aufgaben notwendig ist, und dürfen nicht mit der Verbreitung von für einen bestimmten Zweck gesammelten Daten der Verletzung der Privatsphäre Vorschub leisten; ausserdem müssen sie abschätzen, in welchem Umfang systematisch gesammelte Daten in jedem Fall notwendig sind. Diese Empfehlungen haben schon eine Wirkung gezeigt, da gewisse Produkte im Hinblick auf die Einhaltung der Datenschutzgrundsätze verbessert worden sind oder werden.

Die Arbeitsgruppe hat auch am «Merkblatt über **Austritts- und Operationsberichte der Spitäler und Heime**» gearbeitet. Die Unfallversicherer machen geltend, einen besonderen Bedarf an Personendaten zu haben. Sie wurden aufgefordert, ihre Bedürfnisse klar zu definieren, was gegenwärtig geprüft wird.

Im Jahr 2004 wird sich die Arbeitsgruppe hauptsächlich mit der elektronischen Patientendatei befassen.

Die Zusammenarbeit ist sowohl auf der Ebene des Datenschutzes des Kantons Freiburg als auch auf gesamtschweizerischer Ebene sehr fruchtbar. Sie ermöglicht eine Koordinierung der gemeinsamen Anstrengungen, jederzeitige Information und Ausbildung sowie eine effizientere Arbeitsweise. Der Verein DSB+CPD.CH hat ausserdem die Broschüre «**Der sichere Umgang mit Informations- und Kommunikationsgeräten**» herausgegeben, an der die Datenschutzbeauftragte mitgearbeitet hat; diese Broschüre fand bei den Informatikbenutzerinnen und -benutzern im Kanton Freiburg weite Verbreitung.

II. HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION

1. Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen

1.1. Im Allgemeinen

Die Kommission äusserte sich zu verschiedenen Erlassentwürfen des Bundes und des Kantons.

- Sie nahm zu den folgenden Entwürfen des **Bundes** Stellung :
 - Revision des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG);
 - Entwurf des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der Einwohnerregister und anderer amtlicher Personenregister;
 - Entwurf des Bundesgesetzes über Massnahmen gegen Rassismus, Hooliganismus und Gewaltpropaganda.
- Sie hat auch zu verschiedenen anderen **kantonalen** Entwürfen Stellung genommen :
 - Vorentwurf der Verordnung über das Register für das kantonale Programm zur Früherkennung von Brustkrebs durch Mammographie;
 - Vorentwurf des Gesetzes über die amtliche Vermessung;
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über das Grundbuch;

- Verfassungsvorentwurf;
- Entwurf der Verordnung über das Telefonverzeichnis der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Staates Freiburg;
- Vorentwurf des Reglements über die Ausübung der kirchlichen politischen Rechte;
- Bericht « Schulleitung »;
- Entwurf der Verordnung über die Lohngarantie des Staatspersonals bei Krankheit und Unfall;
- Entwurf der Verordnung zur Änderung des Reglements des Staatspersonals (StPR);
- Entwurf der Verordnung über die Umsetzung der Branchenlösung « Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz in den kantonalen und eidgenössischen Verwaltungen »;
- Entwurf der Verordnung zur Verhinderung und Bekämpfung von Belästigung am Arbeitsplatz;
- Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes vom 20. Mai 1986 für Hilfe an Sonderheimen für Behinderte oder Schwererziehbare;
- Reform der Freiburger Gesundheitsstrukturen;
- Vorentwurf des Gesetzes über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen;
- Vorentwurf des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über den Zivildienst und Leitbild;
- Anwendung von Art. 5 StPR;
- Vorentwurf des Beschlusses über die Kriterien zur Veröffentlichung des Telefonverzeichnisses der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Staates Freiburg auf dem Internet;
- Entwurf der Verordnung über die Mediation in der Jugendstrafrechtspflege (JSRMV);
- Vorentwurf des Zivilstandsgesetzes (ZStG).

Ganz allgemein kann die Aufsichtsbehörde bestätigen, dass der Einhaltung des Datenschutzes vom kantonalen Gesetzgeber **Rechnung getragen** wird, und sie wird über alle wichtigen Entwürfen informiert. Ihr werden aber auch Entwürfe zugestellt, für die der Datenschutz kaum relevant ist. In diesen Fällen beschränkt sie sich jeweils auf eine sehr punktuelle Stellungnahme. Sie hält es jedoch für sehr wichtig, weitgehend informiert und konsultiert zu werden, da Gesetzesentwürfe in den verschiedensten Bereichen oft einen Einfluss auf die Lösungen haben, für die sich die Kommission oder die Datenschutzbeauftragte in anderen Dossiers ausspricht. Ausserdem muss die Aufsichtsbehörde über die allgemeine gesetzgeberische Entwicklung im Kanton auf dem Laufenden sein. Die Kommission nahm zudem auch zu verschiedenen Themen ausserhalb des « ordentlichen » Gesetzgebungsverfahrens Stellung. Sie äussert sich sehr oft zu konkreten Fragen von betroffenen Personen und/oder Behörden; es kommt aber auch vor, dass sie von sich aus tätig wird, beispielsweise im Fall öffentlich bekannt gewordener Informationen.

1.2. Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen

1.2.1. Verfassungsentwurf

Die Kommission hatte Gelegenheit, sich im Rahmen der ersten Arbeiten zum Entwurf einer Bestimmung über die **Privatsphäre** zu äussern, und sprach sich dabei für eine knappe, an die Bundesverfassung angelehnte Bestimmung aus. Als es um die Frage ging, ob diese Bestimmung überhaupt in die Verfassung aufgenommen werden solle, stellte die Kommission fest, dass dieser Artikel für den Kanton von besonderer Bedeutung sei und trotz ähnlichem Wortlaut wie der Artikel der Bundesverfassung im Verfassungstext **beibehalten** werden solle. Die Kantonsverfassung müsse nämlich grundsätzlich auf bestimmte Grundrechte wie das Recht auf Privatsphäre hinweisen. Mit diesem Artikel finde die Einrichtung der Kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz in der Verfassung Aufnahme, so wie Art. 37 Abs. 2 des Bundesgesetzes über den Datenschutz (DSG) vom 19. Juni 1992 aufgrund der europäischen Verpflichtungen die Einsetzung einer Aufsichtsbehörde verlangt.

1.2.2. Reform der Freiburger Gesundheitsstrukturen

Die Kommission befand, dass der Entwurf eingehender Überlegungen zu den Fragen des Datenschutzes bedürfe. Die geplante **Vernetzung** wird entsprechende Bekanntgaben und Zurverfügungstellung besonders schützenswerter (medizinischer) Daten zur Folge haben, was sehr heikel wäre. Diese Problematik, die auch in den anderen Kantonen und auf Bundesebene ausführlich diskutiert wird, ist noch nicht gelöst. In jedem Fall wäre es sinnvoll 1) die Aufgabe, für die Einhaltung der Datenschutzbestimmungen zu sorgen, einem **internen Organ**, z.B. dem Verwaltungsrat, zu übertragen, und 2) genau zu **regeln**, wie diese Vernetzung erfolgen soll, insbesondere mit der Bestimmung, wie zwischen den gegenwärtigen und den früheren Patienten unterschieden wird, sowie der Gewährleistung des Datenschutzes, um unter anderem zu vermeiden, dass alle auf eine bestimmte Person bezogenen Daten in einem einzigen Dossier zusammengefasst werden, das jederzeit von einem grossen Kreis unbestimmter Personen eingesehen werden kann.

1.2.3. Anlegen von Registern besonders schützenswerter Personendaten

Die Kommission hat schon mehrmals darauf hingewiesen, dass eine allgemeine **Rechtsgrundlage** für die Anlegung eines Registers sogenannt notwendiger besonders schützenswerter Personendaten aus der Sicht des Datenschutzes nicht **zulässig** ist. Die Rechtsgrundlage muss nämlich **zwingend** einige spezifische Aspekte enthalten, insbesondere Zweck und Inhalt des Registers, Kategorie der Zielpersonen, die spezifischen Kategorien der für die einzelnen Aufgaben notwendigen Informationen, für welche Datenempfänger sowie für wie lange sie aufbewahrt werden.

1.2.4. Veröffentlichung des Staatskalenders auf dem Internet

Die Kommission hat sich auch zur Veröffentlichung beruflicher Daten der Staatsmitarbeiterinnen und –mitarbeiter auf dem Internet geäussert. Da diese Informationen durch die Publikation überall auf der Welt zugänglich sind, auch in Staaten, die keinen Datenschutz kennen, wo die Daten von allen bearbeitet werden können und sich dies der Kontrolle der Dateninhaber entzieht, sollten nur die für die Erfüllung der gesetzlichen

Aufgaben **notwendigen Angaben** veröffentlicht werden. Die Angabe, wo sich die Büros der betreffenden Personen befinden, oder auch Fotos dieser Personen sind unter diesem Aspekt keine Notwendigkeit, sondern können sogar ein Sicherheitsrisiko darstellen.

1.2.5. Früherkennung von Brustkrebs durch Mammographie

Das Programm zur Früherkennung von Brustkrebs durch Mammographie bei Frauen im Alter von 50 bis 70 Jahren warf einige datenschutzrechtliche Fragen, die wiederholt Gegenstand von Beratungen der Kommission waren. Im Vordergrund stand zunächst die Frage der Ausarbeitung ausreichender **Rechtsgrundlagen**, die es den Vorstehern der **Einwohnerkontrollen** erlauben, die erforderlichen Informationen bekanntzugeben. Es mussten auch andere Fragen gelöst werden, insbesondere bezüglich der vorzusehenden Bestimmungen über den Inhalt, die Verwendung und die Nachführung der Datensammlung (Liste der Personendaten, autorisierte Stellen und Personen, Bekanntgabe z.B. an und von behandelnden Ärzten, Anonymisierung im Zusammenhang mit Statistiken und Forschung, Geheimhaltung, Verbot der Verwendung zu anderen Zwecken, Sicherheit, Vernichtung, Archivierung sowie Abrufverfahren zwischen Spitälern und der Freiburger Krebsliga beziehungsweise dem Kantonsarzt).

1.2.6. « Polizeijournal »

Die Kommission gab auch **Empfehlungen** zur Bekanntgabe und zu den Sicherheitsmassnahmen ab, die getroffen werden müssen, um eine missbräuchliche Nutzung des « Polizeijournals » zu verhindern. Entsprechende Lösungen sind in Vorbereitung.

2. Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben

Im Jahr 2002 war festgelegt worden, wie die Datenschutzbeauftragte **vorzugehen** hat, wenn ihr Fragen gestellt werden oder sie um eine Stellungnahme gebeten wird (Art. 31 Abs. 2 Bst. b und c DSchG). Das Vorgehen bleibt jedoch **informell**, da keine diesbezüglichen Vorschriften erlassen wurden. Es läuft nach folgendem Schema ab: Die Datenschutzbeauftragte holt soweit möglich beim öffentlichen kantonalen oder kommunalen Organ Auskünfte ein und wendet sich möglichst immer an die Kontaktperson für den Datenschutz, auch wenn diese Personen manchmal mit gewissen Dossiers oder Vorhaben befasst sind und von ihren Vorgesetzten den Auftrag haben, für die entsprechende Erledigung bzw. Durchführung zu sorgen. Dadurch lassen sich die verschiedenen Ansichten besser integrieren, und es kann rationeller gearbeitet werden, was offenbar auch bestens funktioniert.

3. Sicherheit und Kontrolle

Im Jahr 2002 war in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) eine Kontrolle in Bezug auf den richtigen Umgang mit den **Passwörtern** in der Kantonsverwaltung durchgeführt worden. Aufgrund der Ergebnisse (mehr als 60 % « geknackte » Passwörter) wurden von der Finanzdirektion entsprechende Weisungen herausgegeben. Im Jahr 2003 wurde dann eine zweite Passwortkontrolle durchgeführt, diesmal mit einem besseren Ergebnis (um die 30 % « geknackte » Passwörter). Die Finanzdirektion

beschloss, erneut Massnahmen zu treffen, und führte eine Funktion ein, mit der nicht den Vorgaben entsprechende Passwörter abgelehnt werden.

Im Jahr 2003 fand auch eine andere Kontrolle statt, und zwar in Form eines Pilottests bezüglich der **konkreten Funktionsweise** einer dafür ausgewählten Dienststelle. Kontrolliert wurde dabei die gesamte Funktionsweise einer Dienststelle mit einem Fragebogen, der vom Dienstchef in einem Gespräch mit der Verantwortlichen der beauftragten Firma beantwortet wurde. Bei diesem Gespräch waren weiter eine Mitarbeiterin, die Protokoll führte, sowie die Datenschutzbeauftragte anwesend. Im Anschluss daran wurde ein entsprechender Bericht verfasst, der Verbesserungsvorschläge an die betroffene Direktion beziehungsweise die kontrollierte Dienststelle enthielt. Mit diesem Test konnten die Betroffenen auf gewisse Aspekte hingewiesen werden, die ihnen manchmal nicht bewusst waren oder die sie unterschätzt hatten, und zur Überlegung von Fragen angeregt werden, über die sie sich bis dahin gar nicht oder kaum Gedanken gemacht hatten.

4. Weitere Tätigkeiten

Die Kommission – oder ihre Präsidentin – waren auch noch in manchen anderen Bereichen tätig, wie die folgenden Beispiele zeigen :

- Die Frage der **Bekanntgabe** besonders schützenswerter Personendaten durch die **Dienststellen des Staates** – mit der sich die Kommission bereits Ende 2002 befasst hatte – steht immer noch auf der Tagesordnung der Arbeiten der Kommission (und der Datenschutzbeauftragten). Darüber wird man sich im Rahmen einer Arbeitsgruppe zu diesem Thema und von Gesetzgebungsarbeiten bezüglich der Information der Öffentlichkeit eingehender Gedanken machen müssen.
- Die Kommission hat sich weiter mit der **Informatiksicherheit** befasst, insbesondere bezüglich des Versands besonders schützenswerter Personendaten per E-Mail. In Zusammenarbeit mit dem ITA sollte es möglich sein, zufriedenstellende Lösungen in diesem Bereich zu finden.
- Die Kommission und/oder die Präsidentin bespricht und nimmt regelmässig Stellung zu bestimmten Dossiers, mit denen die Datenschutzbeauftragte befasst ist und die **Grundsatzfragen** aufwerfen (z.B. Möglichkeit für die Gemeinden, Revisionsstellen die Aufsicht über den Datenschutz zu übertragen, Spitalseelsorge, Anforderungen an Strafregisterauszüge, Übermittlung von Lohnausweisen vom Personalamt an die Steuerverwaltung, Bekanntgabe der Evaluationen im Rahmen der Führung mit Leistungsauftrag an Dienststellen, Internet in den Spitälern).

III. HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN

1. Statistiken und Gesamtbeurteilung

Im Berichtsjahr wurden **159 Dossiers** eingereicht, wovon 39 noch hängig sind. Auch 21 langfristige Dossiers aus den Vorjahren sind noch offen. Dazu gehören z.B. Videoüberwachung, Information der Öffentlichkeit und Transparenz, Informatiksicherheit, Einführung einer PIN,

Schülerverhalten und Gewalt, Krebsregister. Die Datenschutzbeauftragte war in 117 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, 28 Fälle betrafen die Prüfung gesetzlicher Bestimmungen (davon 24 zuhanden der Kommission), 2 Kontrollen, 6 Präsentationen und Berichte. 79 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 32 Gemeinden, 21 andere staatliche Organe (Kantone, Datenschutzbehörden) und 27 Privatpersonen oder private Institutionen (s. Statistiken im Anhang).

2. Beratung der Behörden und Stellungnahmen

2.1. Allgemeines

Der Leitfaden zuhanden der Gemeinden, der 1999 erschienen war (und gegenwärtig aktualisiert wird), hatte einen erheblichen Rückgang der von den Gemeinden gestellten Fragen zur Folge. Es ist aber festzustellen, dass die Gemeinden - obschon sie den Datenschutz grösstenteils in ihre tägliche Arbeit einbezogen haben - oft mündlich oder schriftlich mit der Datenschutzbeauftragten **Kontakt** aufnehmen müssen, weil das Personal immer wieder wechselt, Gesetzesbestimmungen revidiert werden und sich neue Fragen stellen.

Die rund 20 sogenannten « **Kontaktpersonen** für den Datenschutz » der Direktionen und wichtigsten Dienststellen und Anstalten werden von der Datenschutzbeauftragten regelmässig zu einem Informations- und Meinungsaustausch sowie zu Ausbildungszwecken in verschiedenen Bereichen eingeladen. Im Jahr 2003 betraf dies insbesondere die Informatiksicherheit und die Bekanntgabe von Personendaten per E-Mail.

Die Datenschutzbeauftragte versucht so gut wie möglich, die **Gemeindebehörden** in ihre Informationsarbeit mit einzubeziehen (regelmässige Zusammenkünfte); die Erfahrung hat nämlich gezeigt, dass der Datenschutz nur dann effektiv sein kann, wenn die damit beauftragten Behörden ihre Aufgabe aktiv wahrnehmen und sich über ihre Überlegungen und entsprechenden Vorgehen austauschen. So haben sich diese Behörden insbesondere mit dem E-Mail, dem Sperrrecht bei der Einwohnerkontrolle und der Videoüberwachung befasst.

Zwischen der Datenschutzbeauftragten und dem Verantwortlichen für die **Informatiksicherheit** beim ITA finden regelmässige Gespräche statt.

Die Datenschutzbeauftragte ist auch Mitglied der Kommission des Staatsarchivs.

2.2. Stellungnahmen und Auskünfte

Viele Fragen betrafen Dienststellen der öffentlichen Verwaltung. Die Anfragen bezogen sich auf **allgemeine Fragen**, z.B. Kriterien zur Aufstellung von Listen potentiell gefährlicher Personen, Übermittlung von Lohnausweisen, Bekanntgabe des « Polizeijournals », Internet in den Spitälern, aber auch auf ganz **bestimmte Punkte**, z.B. Auskunftsrecht eines ehemaligen Vormunds und der Eltern bezüglich eines abgeschlossenen Gerichts dossiers, Inhalt des AHV-Fragebogens für einen Selbstständigerwerbenden, Pflicht, einem Untersuchungsrichter ein Aktenstück vorzulegen, Bekanntgabe eines Gutachtens an die IV-Stelle.

Die Datenschutzbeauftragte muss immer wieder daran erinnern, dass der Datenschutz nicht als

Hindernis bei der Aufgabenerfüllung verstanden werden darf, sondern als Notwendigkeit, um die verschiedenen bestehenden Interessen abzuwägen, einen legitimen Informationszugang zu ermöglichen und dabei die Rechte der Einzelnen zu wahren. Es muss ein ausreichender gesetzlicher Rahmen gegeben sein, um ein Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen der Benutzer bzw. öffentlichen Interessen und der Wahrung der Privatsphäre der Einzelnen zu schaffen.

Die übrigen Stellungnahmen bezogen sich auf Fragen von Privatpersonen und privaten Institutionen, die sich über ihre Rechte und Pflichten gegenüber der kantonalen und kommunalen Verwaltung erkundigen wollten.

3. Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten

3.1. Bekanntgabe eines Gutachtens an die IV

Die Datenschutzbeauftragte antwortete, dass die geltenden Gesetzesbestimmungen keine systematische Bekanntgabe von Arztberichten an die IV-Stelle erlauben. Die Bekanntgabe eines solchen Berichts darf nur in besonderen Fällen erfolgen, sofern der Bericht zur Ermittlung des Leistungsanspruchs erforderlich ist. Es ist Sache der IV-Stelle, dem Antragsteller gegenüber zu **begründen**, weshalb sie diesen Arztbericht benötigt, damit dieser in Sachkenntnis sein Einverständnis erteilen kann. Braucht die IV-Stelle den Bericht, so muss der Antragsteller den Arzt und das Friedensgericht zur Auskunftserteilung ermächtigen, da sonst sein IV-Antrag abgelehnt wird. Mit dem Einverständnis des Antragstellers sind die betreffenden Personen und Institutionen verpflichtet, die verlangten Auskünfte zu erteilen.

3.2. Übermittlung medizinischer Daten per Fax an Versicherungsgesellschaften

Die Übermittlung per Fax an Versicherungsgesellschaften ist **gefährlich** (auch mit dem Vermerk « zuhänden des Vertrauensarztes »), unter anderem, weil man nicht sicher sein kann, dass der Adressat am anderen Ende der Leitung ist, um die Unterlagen in Empfang zu nehmen. Die heute von vielen Spitälern praktizierte Lösung des Postversands mit dem Vermerk « **zuhänden des Vertrauensarztes** » ist die gegenwärtig akzeptabelste Lösung.

3.3. Pflicht, einem Untersuchungsrichter ein Aktenstück vorzulegen

Auf die Frage, ob der Untersuchungsrichter ein Schriftstück aus der Akte einer in die Psychiatrie eingewiesenen Person verlangen kann, hat die Datenschutzbeauftragte geantwortet, dass der Arzt die Aussage **verweigern** kann, wenn seine Aussage eine eidgenössische oder kantonale Strafbestimmung verletzt. Hinsichtlich des **Amtsgeheimnisses** muss der Arzt von der übergeordneten Behörde von der Geheimhaltungspflicht entbunden werden, um aussagen zu können. Hinsichtlich des **Berufsgeheimnisses** muss der Arzt von der betroffenen Person oder von der übergeordneten Behörde oder der Aufsichtsbehörde von der Geheimhaltungspflicht entbunden werden, um aussagen zu können.

Zur Erinnerung: Der Zweck des Amtsgeheimnisses besteht darin zu verhindern, dass Angelegenheiten verbreitet werden, von denen ein Amtsträger einer öffentlichen Körperschaft (Staat, Gemeinde) in Ausübung seines Amtes Kenntnis erhält und die ihrer Natur und den

Umständen nach oder gemäss besonderen Vorschriften geheimzuhalten sind. Das Berufsgeheimnis verbietet es der daran gebundenen Person (Ärzte, Geistliche, Anwälte usw.), ein Geheimnis zu offenbaren, das ihr infolge ihres Berufes anvertraut worden ist oder das sie in dessen Ausübung wahrgenommen hat.

3.4. Übermittlung von Ausweiskopien an eine Bank

Auf die Frage, ob eine Gemeinde einer Bank Kopien von **in ihrem Besitz** befindlichen Dokumenten geben darf, die zur Ausstellung von Identitätsausweisen gedient haben, hat die Datenschutzbeauftragte insbesondere Folgendes festgestellt :

- gemäss Bundesgesetzgebung müssen die Dokumente nach zwei Monaten vernichtet werden;
- das Führen von parallelen Datensammlungen ist verboten;
- die Gesetzgebung bestimmt genau, welche Behörden und Organe befugt sind, die Daten des Informationssystems online abzurufen, und die Banken gehören nicht dazu;
- in der Gesetzgebung gibt es keine Bestimmung, die die Gemeinde ermächtigt, Dritten (Banken) Informationen in dem Zeitraum bekanntzugeben, in dem die Dokumente noch nicht vernichtet worden sind; es gibt auch keine Gesetzesgrundlage über die Geldwäscherei, die es dem öffentlichen Organ erlaubt, Personendaten z.B. einer Bank bekanntzugeben, die es um Auskunft bittet. Hat der Finanzintermediär Zweifel daran, dass die Vertragspartei nicht mit der wirtschaftlich berechtigten Person identisch ist, so muss er von der Vertragspartei eine Erklärung darüber einholen.

4. Arbeiten für die Kommission

Die Datenschutzbeauftragte bereitete die Sitzungen und entsprechenden Dossiers vor (namentlich 24 Vernehmlassungsverfahren und Prüfungen von Gesetzesbestimmungen) und sorgte dafür, dass den Kommissionsmitgliedern die Unterlagen, Informationen und Studien zu allgemeinen oder besonderen Fragen zugestellt wurden.

5. Register der Datensammlungen

Das Register umfasst 1 486 Datensammlungen, davon 739 für die Gemeinden. Die mit staatlichen Aufgaben betrauten Institutionen und die Gemeindeverbände müssten noch angegangen werden. Dies ist verschoben worden, weil gegenwärtig die Möglichkeiten der Publikation des Registers auf dem **Internet** geprüft werden, damit diejenigen, die dies wünschen, über ihren PC auf das Register zugreifen können, wie es bereits in den Kantonen Graubünden, Schwyz, Zug und Zürich möglich ist.

IV. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Im Jahr 2004 will sich die Aufsichtsbehörde schwerpunktmässig mit den folgenden Aufgaben befassen :

- Verschiedene Kontrollen, in den Grenzen des zur Verfügung stehenden Budgets;
- Veröffentlichung der nachgeführten Broschüre zuhanden der Gemeinden;
- Ausarbeitung eines Leitfadens zuhanden der öffentlichen Organe, die die Bearbeitung von Personendaten in Auftrag geben (Outsourcing);
- Teilnahme an der Erarbeitung von Lösungen für die Information der Öffentlichkeit, insbesondere die Bekanntgabe besonders schützenswerter Daten der Verwaltung an die Medien; Weiterarbeit an der Sensibilisierung im Bereich Sicherheit, vor allem der besonders schützenswerten Daten;
- Prüfung der Möglichkeit, das Register der Datensammlungen ins Internet zu stellen;
- Fortführung der Diskussion mit den öffentlich anerkannten Kirchen im Hinblick auf die Sicherstellung der Einhaltung der Datenschutzbestimmungen.

Die kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz **dankt** allen öffentlichen Organen für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und die positive Haltung, die sie gegenüber ihrer Datenschutzpflicht gezeigt haben. Dieser Dank geht besonders an alle Kontaktpersonen in der Kantonsverwaltung und den kantonalen Anstalten, die die Datenschutzbeauftragte bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unterstützen, sowie an alle Gemeinden, die sich für eine eigene Aufsicht entschieden haben.

Statistiken 2003

Anfragen / Interventionen	
Stellungnahmen	117
Langfristige Dossiers	6
Kontrollen	2
Gesetzgebung	28
Präsentationen	6
Total	159 (138)*

- Die Stellungnahmen werden von der Datenschutzbeauftragten abgegeben. Sie umfassen auch die Beratung der öffentlichen Organe und die Auskünfte an Privatpersonen. Sie beziehen sich insbesondere auf die Datenbeschaffung und -bekanntgabe, das Auskunftsrecht, die Aufbewahrung, die Vernichtung und Archivierung und die Sicherheit.
- Der Begriff « Gesetzgebung » umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff « Präsentationen » beinhaltet Referate, Berichte, Studien sowie die Teilnahme der Datenschutzbeauftragten an Kolloquien.
- Langfristige Dossiers sind beispielsweise das Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, das Reglement über das Staatsarchiv, Videoüberwachung, Schülerverhalten und Gewalt, Krebsregister.

Herkunft der Anfragen / Adressaten der Interventionen			
Kant. Ämter	Gemeinden	Privatpersonen und private Institutionen	Andere öffentlich- rechtliche Organe
79 (64)*	32 (30)*	27 (24)*	21 (20)*

- Zu den Privatpersonen gehören auch die Staatsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter.
- Zu den anderen öffentlich-rechtlichen Organen gehören die kommunalen, kantonalen und die Eidgenössische Datenschutzbehörde sowie die mit öffentlichen Aufgaben betrauten Institutionen.

* Die Zahlen in Klammern stehen für die im Jahr 2002 bearbeiteten Dossiers